

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Exit l'ASL... au profit d'Al-Qaïda

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 16 DÉCEMBRE 2013

ENGLISH



## Exit l'ASL... au profit d'Al-Qaïda

**P**ar Pierre Khalaf

L'Occident hypocrite commence à se mordre les doigts. Après avoir ressassé pendant plus de deux ans les refrains sur « l'opposition modérée » en Syrie et nié obstinément l'existence de groupes extrémistes-takfiristes, il met en garde aujourd'hui contre la montée en puissance d'Al-Qaïda, à qui il a lui-même fourni, via les pétromonarchies rétrogrades du Golfe et certains pays européens, les armes et l'environnement politique favorables à son expansion. Tous les experts diront que l'affaiblissement du pouvoir central dans n'importe quel pays est la condition idéale pour l'apparition, l'installation et le développement d'Al-Qaïda. C'est ce à quoi se sont employés les Occidentaux en Syrie ces deux dernières années. Mais leurs plans sont restés inachevés, car l'État syrien et son armée ont fait preuve d'une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas.

Ladite Armée syrienne libre (ASL), qui est le mensonge derrière lequel se cachait l'Occident pour justifier sa guerre de destruction de l'État syrien, s'est effondrée. Cette armée de mercenaires, de bandits et de traîtres à la patrie n'existe pratiquement plus. Le chef de son Conseil militaire, le général déserteur Salim Idriss, a fui la Syrie vers Doha à travers la Turquie, dimanche 8 décembre, selon le *Wall Street Journal*. Son adjoint, le général Moustapha al-Cheikh, s'est réfugié en Suède, où il a demandé l'asile politique, alors que le colonel Riad al-Assaad, le fondateur de l'ASL, s'est enfuit en Hollande.

Un autre chef de l'ASL, le colonel déserteur Ammar al-Wawi, a, lui, été arrêté avec ses gardes du corps par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL, proche d'Al-Qaïda), alors qu'il rentrait en Syrie en provenance de Turquie.

Salim Idriss s'est enfuit après avoir livré aux extrémistes pro-saoudiens du Front islamique (une coalition de sept groupes extrémistes formée à l'initiative de Bandar Ben Sultan, le chef des services de renseignements saoudiens), à la fin de la semaine dernière près du point de passage de Bab al-Hawa, les dépôts d'armes de l'ALS ainsi que ses propres bureaux.

L'effondrement de l'ALS est reconnu par la presse, les responsables et les experts en Occident. Les revers subis par l'ASL posent un « gros problème et reflètent la dangerosité de la situation ainsi que son imprévisibilité », a avoué le secrétaire états-unien à la Défense, Chuck Hagel. « Il est clair que l'état-major de l'ASL est de plus en plus faible et qu'il a perdu du pouvoir », affirme pour sa part Aron Lund, un expert sur la rébellion syrienne basé en Suède. Il a précisé que « l'ASL a perdu d'importants groupes et des combattants avec la création du Front islamique ». Selon lui, la perte du passage-clé de Bab al-Hawa signifie que Salim Idriss, « pourrait ne plus rentrer en Syrie ».

Le quotidien français *Le Figaro* écrit qu'en faisant main basse sur des armes livrées par les Occidentaux aux « rebelles modérés », leurs rivaux salafistes ont franchi la ligne rouge. Le journal parle d'un « miniputsch contre l'état-major de l'ASL » et révèle que les extrémistes se sont emparés de « plusieurs douzaines de missiles antichar et antiaérien ».

Tous ces développements s'accompagnent de déclarations d'experts

occidentaux sur l'implantation d'Al-Qaïda en Syrie, ce qu'ils refusaient de reconnaître auparavant.

« Les groupes affiliés à Al-Qaïda ont créé en Syrie un alliance disposant d'au moins 45 000 combattants, soit le double du nombre de combattants taliban en Afghanistan » a affirmé lors d'un colloque à Jamestown l'Australien David Kilcullen, spécialiste des mouvements insurrectionnels, qui a notamment conseillé le commandement US en Irak. « Al-Qaïda se renforce sur tous les fronts. Sa direction a été affaiblie mais pas éliminée ».

La présence dans les rangs des islamistes radicaux en Syrie de centaines de volontaires venus d'Europe ou d'autres pays occidentaux, où certains vont retourner aguerris, est un sujet majeur d'inquiétude. « Avec l'entraînement qu'ils acquièrent en Syrie, il y a une forte possibilité qu'au cours des deux prochaines années ils soient en mesure d'accomplir le dernier vœux d'Oussama ben Laden, qui était de monter une attaque du genre de celle de Mumbai en Europe », ajoute Bruce Hoffman.

« L'expansion d'Al-Qaïda à laquelle nous assistons dans le monde arabe est vraiment phénoménale, supérieure à ce que nous avons vu au cours de la première décennie de son existence », explique Bruce Riedel, ancien membre influent de la CIA, aujourd'hui membre de la Brookings Institution.

Interrogée début décembre la sénatrice Diane Feinstein, présidente de la commission du Renseignement au Sénat états-unien, avait déclaré : « Le terrorisme est en hausse dans le monde. Les statistiques le montrent, le nombre de victimes augmente. Il y a plus de groupes, encore plus radicaux, davantage de jihadistes déterminés à tuer pour atteindre leurs objectifs ».

Cet aveu est une reconnaissance tardive de tout ce que disait la Syrie, qui affirmait dès le début des événements dans le pays être confrontée à une véritable guerre menée par des terroristes venus de 80 pays.

Après deux ans de déni, voilà que les Occidentaux acceptent de regarder la vérité en face. Plus encore, ils commencent à se résigner à la victoire de l'État syrien, conduit par son président-résistant Bachar al-Assad. « La victoire d'Assad en Syrie pourrait être le meilleur de trois très, très horribles scénarios », dont aucun ne prévoit la victoire de la rébellion, a estimé jeudi à Washington

l'ancien directeur de la CIA Michael Hayden. « La narration, l'histoire dominante de ce qui se passe en ce moment en Syrie est la prise de contrôle par des fondamentalistes sunnites d'une partie significative de la géographie du Proche-Orient », a-t-il ajouté. « Cela signifie l'explosion de l'État syrien et du Levant tel que nous le connaissons ».

Mais comme tous les plans et les souhaits des États-Unis, celui-là sera également voué à l'échec. La guerre en Syrie se terminera par la victoire de l'État, la défaite des terroristes et la réunification du pays... sous l'étendard de Bachar al-Assad.

## Déclarations et prises de positions

**Naïm Kassem**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« Les gens du 14-Mars ont proposé l'idée du gouvernement qui n'obtiendrait pas la confiance du Parlement —autrement dit un gouvernement minoritaire— afin d'écarter le cabinet en place qui expédie les affaires courantes. De cette façon, il remplacerait ce dernier par une équipe qui lui serait inféodée. Mais cette proposition a échoué du fait de la violation de la Constitution qu'elle entraînerait et a donc été retirée. La surprise est alors venue du président de la République, le général Michel Sleiman, qui a proposé de former un gouvernement qui serait en charge de superviser l'élection présidentielle, même s'il n'obtenait pas la confiance. Cela est contraire à la Constitution. Un gouvernement qui n'obtiendrait pas la confiance de la Chambre ne saurait recevoir ses pouvoirs de celui qui expédie les affaires courantes parce qu'il n'existe pas légalement. Un tel processus ferait basculer le pays dans le conflit, les divisions et le chaos. Il serait plus avisé de déployer des efforts pour former un gouvernement national de rassemblement qui obtiendrait la confiance de la Chambre et assumerait ses devoirs, parmi lesquels la supervision de l'élection présidentielle. »*

**Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

*« À la vérité, je m'efforce jusqu'à cet instant de croire que le président (de la République) s'est précipité et qu'il a mal exprimé*

*sa pensée (en réponse aux propos d'Hassan Nasrallah contre l'Arabie saoudite). Les données dont dispose le secrétaire général et qu'il a exposées lors de l'interview télévisée forment un long réquisitoire. Et il en possède d'autres. Mais, entre le président et nous, nous réglons les problèmes lors de nos entrevues et pas par voie de presse. Ce qui compte aux yeux du Hezbollah, c'est que le programme du gouvernement et celui du président de la République émanent de la politique d'engagement national de résistance. Le gouvernement démissionnaire expédie les affaires courantes et doit assumer ses responsabilités. Il y a par ailleurs un Premier ministre désigné, mais il y a une incapacité à former un nouveau cabinet. Si le but est de pousser le pays vers le vide, il apparaît clairement que c'est l'objectif auquel tend le 14-Mars. »*

**Sergueï Lavrov**, ministre russe des Affaires étrangères

*« Dix-huit mois se sont écoulés depuis l'adoption du Communiqué de Genève et moins d'un an depuis la formulation de l'initiative sur la convocation de la conférence, et un nombre croissant de nos interlocuteurs y compris les occidentaux, nous affirment qu'ils ne considèrent pas le régime de Bachar al-Assad comme la menace principale, mais la conquête de la Syrie et d'autres grandes régions au Nord de l'Afrique et au Proche-Orient par les jihadistes et l'établissement des bases de l'internationale terroriste dans ces régions. Nous mettons constamment ce problème en tête de nos préoccupations, et nous évoquons tout ce qu'il faut faire pour mettre en place un gouvernement d'alliance entre le gouvernement et l'opposition patriotique contre les terroristes qui ont afflué en Syrie du monde entier. »*

**Ali Abdel Karim Ali**, ambassadeur de Syrie au Liban

*« M. (Walid) Joumblatt a contribué à la campagne menée contre la Syrie, en déformant les réalités et en protégeant les éléments armés. Les dires que les portes de Damas sont ouvertes devant son fils, Taymour, ne sont que des racontars de journaux. »*

**Antoine Chedid**, ambassadeur du Liban aux États-Unis

*« L'impact sur le Liban de la crise des réfugiés syriens va en s'accroissant. Comme témoignent notamment ces chiffres : un matin, le HCR avait enregistré 763 000 réfugiés, nombre qui, dans*

*l'après-midi même, a passé à 769 000. Cela sans compter les arrivées illégales, portant le nombre total de ce flux à 1,3 millions, ou 30 % de la population libanaise ; ce qui équivaldrait à 93,5 millions de personnes débarquant en même temps aux États-Unis. Les réfugiés sont présents dans 1 650 localités ce qui crée partout des tensions sociales et sécuritaires. Il faut assurer des fonds pour encadrer et régulariser la présence de nouveaux réfugiés, assurer en Syrie des zones sécurisées pour ceux fuyant les zones de conflits, sachant que la Syrie est 18 fois plus grande que le Liban. Nous ne voulons pas fermer nos frontières, mais nous allons atteindre un point de saturation qu'il nous est physiquement incapable de dépasser. »*

## Événements

- Le quotidien *An-Nahar* rapporte que les leaders de la coalition du 14-Mars sont fermement convaincus qu'avant de quitter le palais présidentiel, le président de la République, Michel Sleiman, signera le décret relatif à un nouveau gouvernement, qui aura une double mission : porter le coup de grâce au gouvernement d'expédition des affaires courantes, et prendre en main les prérogatives de la présidence de la République en cas de vide à la magistrature suprême.
  - Selon *An-Nahar*, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, pense que l'élection présidentielle ne pourra pas avoir lieu à la date prévue tant que les forces politiques seront incapables de s'entendre sur la formation d'un nouveau gouvernement.
  - Citant des sources du Pentagone, le quotidien indépendant *Al-Balad* croit savoir que les États-Unis ont commencé à établir des contacts avec « l'aile politique du Hezbollah ».
  - Selon le quotidien *Al-Akhbar*, une unité des services de renseignement de l'Armée libanaise a appréhendé un enfant de douze ans, qui rodait d'une manière suspecte autour d'un lieu de prière (Moussalla) proche du Hezbollah dans le quartier de Taamir Aïn el-Héloué. Lors de l'interrogatoire préliminaire, l'enfant a

avoué qu'un responsable du groupe Jund al-Cham, basé dans le camp lui a confié la mission d'explorer le lieu de prière en prévision d'un attentat à la bombe. Les enquêteurs établissent un lien entre cette affaire et un autre incident qui s'est produit il y a deux semaines devant l'immeuble de la famille Dirani, proche du Hezbollah et des brigades de la Résistance, qui avait été attaqué l'année dernière par le cheikh Ahmad al-Assir pour y enlever un portrait de sayyed Hassan Nasrallah. Deux frères adolescents avaient été arrêtés pour des agissements suspects. Ils avaient reconnu que deux membres de Jund al-Cham les avaient chargés d'une mission d'exploration pour placer une charge piégée.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Daoud Rammal (13 décembre 2013)

Des sources officielles libanaises font état de sérieux efforts déployés par la France dans l'optique d'organiser une 2ème réunion du Groupe international de soutien au Liban à Paris durant la 1ère moitié de l'année prochaine. « Si les démarches entreprises à cet égard aboutissent, la tenue de la réunion du groupe aura une nouvelle fois un impact direct sur la situation au Liban, plus particulièrement sur la situation politique dans le pays, d'autant que cette réunion aura lieu, le cas échéant, à l'orée de l'échéance présidentielle », poursuivent ces sources. Une autre source informée considère qu'une telle réunion sera semblable à celle qui a eu lieu à New York et le président Michel Sleiman présidera lui-même, par conséquent, la délégation libanaise qui y participera. La source précise toutefois que ces démarches externes, aussi efficaces soient-elles, doivent avoir une influence directe sur les acteurs régionaux, en l'occurrence l'Arabie saoudite et l'Iran, qui ont le plus grand impact sur la situation au Liban. Faute de quoi il sera difficile de traduire en acte les points qui feront l'objet d'un accord politique, économique et sécuritaire. La même source a estimé que si la diplomatie française réussit à réunir le groupe en France, le dossier politique libanais prendra le dessus sur tous les

autres. Elle ajoute que des démarches seront entreprises afin d'assurer le respect des échéances constitutionnelles et de mettre un terme au vide qui s'est emparé des institutions constitutionnelles en raison du blocage, d'une part, de l'incapacité à s'entendre sur la formation d'un gouvernement fédérateur, de l'autre. La source souligne que la priorité sera donnée à l'échéance présidentielle, d'autant que le dossier libanais sera au menu des entretiens que le président Hollande aura en Arabie saoudite où il se rendra à la fin du mois.

**As-Safir** (11 décembre 2013)

Imad Marmal

Le président du Parlement, Nabih Berry, appelé « tous les députés à prendre part à la séance qui sera destinée à l'élection d'un nouveau président de la République », ajoutant qu'il incombe au chef du Législatif d'œuvrer pendant la période allant du 25 mars au 12 mai à régler les choses, à contrôler l'ambiance qui règne dans le pays et à tâter le pouls, dans une tentative de dégager un consensus avant la convocation de la séance qui sera consacrée à l'élection du prochain président. Selon lui, le meilleur scénario est de pouvoir élire un président bénéficiant du plus grand nombre de vote en sa faveur. Interrogé sur les dernières prises de position de Michel Sleiman sur les armes du Hezbollah, M. Berry répond ne pas avoir eu le temps nécessaire pour examiner toutes les déclarations qui ont été faites. « La Résistance est synonyme de sacrifice. Elle n'est pas un privilège. Il faut que l'on sache que le fils du sud qui a déjà payé fort le prix de l'occupation et des agressions israéliennes ne permettra pas à ce qu'il soit de nouveau laissé sans abri, et nous ne permettrons pas, nous, une réédition des scénarios du passé ». « Si la Résistance n'existait pas, nous aurions dû l'inventer, car elle est la garante de la poursuite de la libération de tout le territoire et de la préservation de nos richesses hydrauliques et pétrolières face aux agressions continues d'Israël », a encore dit M. Berry. S'adressant à ceux qui ont hâte d'en finir avec les armes de la Résistance, il s'interroge : « Quelle est votre alternative pour assurer la protection des Libanais en général, et de la population du sud en particulier ? »

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)



Sarkis Naoum (13 décembre 2013)

Des personnalités politiques ont reçu voici plusieurs mois un rapport concernant les développements qui pourraient survenir au Liban durant l'année 2014. Le rapport, établi par une société internationale qui suit la situation explosive au Moyen-Orient, a prévu que le Liban pourrait être le théâtre d'opérations militaires à caractère confessionnel semblable à celles qui se produisent en Syrie. Le document constate que les partis politiques libanais ont été incapables de parvenir à une entente sur l'adoption d'une nouvelle loi électorale pour la tenue des élections législatives et qu'il est peu probable que le quorum nécessaire pour la tenue d'une séance parlementaire destinée à l'élection d'un président de la République soit atteint. Ce qui présage que le vide s'emparera du pays, sapant les capacités des forces sécuritaires et militaires, et favorisant l'armement des groupes confessionnels. Le rapport estime que tous ces facteurs combinés pourraient provoquer une guerre civile au Liban, qui le cas échéant, débutera vers le milieu de l'année prochaine. Interrogé sur ce rapport, des sources états-uniennes ont de leur côté considéré que l'année 2014 sera difficile pour le Liban, soulignant toutefois que les développements qui surviennent au Liban et en Syrie sont dans une grande mesure liés aux accords qui seront éventuellement conclus entre la communauté internationale et la République islamique d'Iran.

**An-Nahar** (12 décembre 2013)

Les milieux du Vatican mettent l'accent sur l'importance d'organiser l'élection présidentielle au Liban dans les délais constitutionnels et insistent sur la nécessité d'éviter le vide au niveau de la magistrature suprême, car cela risquerait d'aggraver la crise dans le pays et de propager le chaos et le désordre.

Des sources politiques évoquent la possibilité de la venue au Liban d'une émissaire spéciale du Vatican, au début de l'année prochaine, pour examiner avec les responsables politiques toutes ces questions, ajoutant que le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, est rentré du Saint-Siège avec un plan sur la manière de traiter avec l'échéance présidentielle. Cette initiative prévoit le début de vastes concertations entre le prélat et les principaux chefs chrétiens du Liban, puis avec les leaders musulmans, dans le but de

faire réussir l'élection présidentielle et d'élire un nouveau chef d'État.

Et ces sources de poursuivre : « Le plan s'articule autour du fait que Mgr Raï va s'employer à convaincre les 64 députés chrétiens à assurer le quorum nécessaire pour l'élection présidentielle, pour éviter une réédition de l'expérience de 2007, lorsqu'une partie d'entre eux s'était absentée, provoquant le report de l'élection présidentielle pour six mois. Rome et Bkerké sont confiants dans le fait que les députés chrétiens accepteraient de répondre favorablement à cette initiative après qu'ils eurent été mis devant leurs responsabilités historiques et nationales, qui consistent à assurer le quorum. Le nom du futur président devient secondaire, car la priorité va à la nécessité d'empêcher le vide présidentiel. Le nom du prochain chef de l'État sera déterminé par les circonstances internes et régionales ».

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Bassam al-Kantar (13 décembre 2013)

Le Groupe d'action des Nations unies sur la détention arbitraire a émis un avis consultatif durant sa 67ème session, estimant que la détention de Georges Ibrahim Abdallah dans les prisons françaises ne peut être qualifiée d'arbitraire. Cet avis a été émis suite à une plainte déposée par le Centre Khiam pour la réhabilitation des victimes de torture et le Collectif international pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah devant les Nations unies contre le gouvernement français, sur fond de détention du combattant libanais, au mépris de la décision judiciaire de la Cour d'appel en faveur de sa libération. À l'époque, la campagne menée en signe de solidarité avec le détenu Georges Abdallah, était à son apogée. Le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, détenait Abdallah en otage sans aucune justification juridique, utilisant son pouvoir discrétionnaire pour s'abstenir de signer l'arrêté d'expulsion. En même temps, la ministre française de la Justice, Christiane Taubira, avait intenté un deuxième appel contre la décision du Tribunal d'application des peines (TAP) de Paris, lequel avait approuvé le 21 novembre 2012 la libération conditionnelle de Georges Abdallah.

Il était clair que le gouvernement français faisait le siège de la justice française de tous côtés, se pliant aux desideratas du

président Obama qui s'est opposé à la décision de la remise en liberté de Abdallah. Le Groupe d'action des Nations unies sur la détention arbitraire était censée demander au gouvernement français, dans les jours qui ont suivi le dépôt de la plainte, des clarifications concernant l'affaire. Toutefois, il aura fallu attendre jusqu'au 20 juin 2013 pour que le secrétaire du groupe, Miguel de La Lama, demande au gouvernement français de fournir des réponses aux « allégations » qui lui ont été rapportées, et ce suite à l'insistance du Collectif international pour la libération de Georges Abdallah et de la délégation permanente du Liban auprès des Nations unies à Genève. Le responsable onusien avait argué à l'époque du fait que le dossier n'était pas complet. La partie française a expliqué à l'instance onusienne la procédure juridique suivie par la justice française dans l'affaire Abdallah. Cependant, suite à une délibération, il a été décidé de ne pas qualifier « d'arbitraire » la détention de Georges Abdallah.

#### **Al-Akhbar (13 décembre 2013)**

Le fossé se creuse entre les forces du 8-Mars, notamment le Hezbollah, et le président Michel Sleiman, sur fond des dernières déclarations de ce dernier concernant la formation d'un nouveau gouvernement. Le chef de l'État a fait allusion à son intention d'imposer un gouvernement qui supervisera la tenue des élections présidentielles, même s'il n'obtiendra pas la confiance du Parlement. D'autres sources ministérielles ont fait savoir que Sleiman discute avec des responsables politiques de la possibilité de la mise en place d'un gouvernement neutre au moment propice. Elles constatent que l'idée de la formation d'un gouvernement neutre est la seule que M. Sleiman ne cesse de répéter dernièrement, considérant que le président pourrait avoir recours à une telle mesure en coopération avec le Premier ministre désigné, s'il aura l'impression que la prorogation de son mandat est hors de question. Les sources poursuivent en disant que M. Sleiman mise sur un quelconque rôle diplomatique occidental ou régional susceptible d'assurer la prorogation de son mandat malgré les appels de la communauté internationale en faveur de la tenue des élections présidentielles dans les délais prévus.

D'autres sources politiques ont par ailleurs rapporté les propos de

Nabih Berry selon lequel il serait possible à l'heure actuelle de discuter de la formation d'un gouvernement sur la base de l'équation 6+9+9. M. Berry a affirmé que Walid Joumlatt adhère à cette formule et que le Courant du Futur et ses alliés n'ont aucune raison justifiant leur refus de cette proposition.

**Al-Akhbar** (13 décembre 2013)

Hyam Kosseify

L'idée de concertations interchrétiennes pour s'entendre non seulement sur la nécessité de la tenue de l'élection présidentielle mais autour d'un candidat fort fait son chemin.

Le bloc du changement et de la réforme part du principe que le futur président doit jouir d'une représentativité autant que le président du Parlement chiite ou du Premier ministre sunnite. Cette condition s'applique à un nombre restreint de candidats qui sont désormais connus et qui jouissent d'une représentativité, allant du plus fort et plus représentatif au moins fort et moins représentatif. Si un accord interchrétien devrait être conclu, il devrait porter sur une entente autour de candidats répondant à ces critères.

Le bloc parlementaire du général Michel Aoun n'est pas favorable à l'idée de se rendre à la Chambre pour élire « n'importe quel président de la République ». Il ne répètera pas les erreurs du passé et ne participera pas à une séance électorale pour choisir un président faible.

Certes, la participation à la séance d'élection est un devoir national, déclarent des sources proches du Bloc du changement et de la Réforme. Mais le plus important n'est pas d'y prendre part mais de choisir la personnalité adéquate à travers un président qui représente sa communauté. Partant de là, le bloc ne participera à la séance électorale que sous cet angle et l'éventuel boycott de la séance ne lui fait aucun complexe, car son slogan est qu'il ne couvrira pas l'élection d'un président qui ne reflèterait pas les aspirations des chrétiens.

**Al-Akhbar** (12 décembre 2013)

Jean Aziz

Celui qui suit le graphique schématisant les prises de position du président Michel Sleiman sera en mesure de prévoir que l'on assistera à la prochaine étape à la formation d'un gouvernement de

fait accompli. Ce graphique a pris tout son sens voici deux ans, plus particulièrement depuis que les évènements en Syrie ont pris une tournure violente et depuis que les forces occidentales ont resserré les rangs, faisant front commun contre Bachar al-Assad réclamant sa chute. Ces développements ont coïncidé, comme par un curieux hasard, avec l'évolution des prises de position du locataire de Baabda, laquelle est illustrée par le graphique en question, marquée par plusieurs points d'orgues : Michel Sleiman a reçu l'ancien directeur général des Forces de sécurité intérieure (FSI), Ashraf Rifi, pour formuler des reproches sans ambages à l'égard du président syrien ; il a également fait face dernièrement à Hassan Nasrallah en prenant le parti de l'Arabie saoudite. Ceux qui connaissent Michel Sleiman disent que la formation d'un gouvernement de fait accompli est désormais inéluctable. D'une part, le concept constitutionnel de l'expédition des affaires courantes n'est plus valable, de l'autre, il y a une incapacité à créer un climat propice à la mise en place d'un gouvernement normal.

Les mêmes sources expliquent que la mouture du nouveau gouvernement est claire et définie pour Sleiman. Il sera, le cas, échéant formé sur la base de la formule 6-9-9 (6 sièges pour les centristes, 9 pour le 8-Mars et 9 pour le 14-Mars). En d'autres termes, Sleiman et Salam donneraient l'impression d'avoir réussi, du moins de par la forme, à convaincre le camp de Hariri d'accepter cette équation. Une telle mesure reviendrait également, poursuivent les sources, à une tentative de la part du chef de l'État de dire à l'alliance Aoun/8-Mars qu'il a répondu à leur demande. Un tel gouvernement n'obtiendra pas la confiance du Parlement et ne sera pas en mesure par conséquent de tenir une séance constitutionnelle en tant que Conseil des ministres. S'agissant de la répartition des portefeuilles, le nouveau gouvernement de fait accompli adoptera le principe de l'alternance, ajoute les sources précitées, qui poursuivent que l'on insistera à ce que les ministères de l'Énergie, des Télécoms ainsi que les autres portefeuilles régaliens ne soient pas confiés à Michel Aoun ou aux forces du 8-Mars.

Quand le gouvernement de fait accompli sera-t-il annoncé ? Les connaisseurs de Sleiman se gardent de dire que le timing idéal pour le locataire de Baabda sera tributaire des calculs liés à tout éventuel

vide ou crise optimisant la possibilité de parvenir à la prorogation, cette dernière étant l'ultime objectif recherché du Palais de Baabda et la norme régissant toutes les mesures qui sont prises et tous les discours qui sont prononcés par le Chef de l'État. Un visiteur arabe de haut niveau qui s'était rendu voici quelques jours au Liban a affirmé que la seule « condition est que cette prorogation préserve la dignité de la Magistrature suprême et du président ».

### **Al-Akhbar** (12 décembre 2013)

Firas el-Choufi

Des informations de sécurité émanant d'une source non officielle indiquent que le champ d'action de l'Arabie saoudite ne se limite pas à la ville de Tripoli, précisant que le royaume focalise une partie de son attention sur le littoral du Liban-Sud, où ses agents sont actifs. Il s'agit des régions de Doha al-Hoss, Naamé, Saadiyyat et Wadi el-Ziné.

Une source sécuritaire concernée par le dossier du littoral a révélé qu'après la bataille de Abra entre l'Armée libanaise et la bande du cheikh Ahmad al-Assir, en juin dernier, les militant takfiristes sont passés à l'action clandestine pour préparer la prochaine bataille dans cette région. Les localités du littoral sont considérées aujourd'hui comme des lieux de recrutement dans les milieux des réfugiés syriens, de repli pour les combattants takfiristes, et de bases logistiques et sécuritaires pour exécuter des opérations contre la banlieue sud de Beyrouth et d'autres régions libanaises.

Ces sources soulignent que l'emplacement géographique du littoral est très dangereux, car il permet de séparer Beyrouth du Liban-Sud, de bloquer les voies de ravitaillement de la Finul, de l'Armée libanaise et de la Résistance, de monter des embuscades, de placer des bombes et de tirer des roquettes contre la banlieue sud à partir des collines qui surplombent la route.

Ces sources ajoutent qu'une partie des combattants installés à Naamé participe aux affrontements dans la ville de Tripoli et certains des partisans d'Ahmad al-Assir, recherchés par la justice, seraient réfugiés dans cette localité. Mais le plus important c'est que le cheikh Sirajeddine Zreikat, qui a revendiqué le double attentat contre l'ambassade d'Iran, qui est le fils de Naamé, s'est employé à établir le contact entre les groupes extrémistes pour

former des cellules. Les sources affirment que 150 combattants extrémistes dotés d'armes légères et moyennes ont procédé, pendant les derniers incidents de Tripoli, à une sorte de répétition silencieuse, en plus de mouvements nocturnes permanents.

Les investigations au sujet de la bombe qui avait explosé au domicile de l'imam de la mosquée de Daraya (Iqlim el-Kharroub), il y a quelques semaines, avaient permis de découvrir des cartes de casernes et de positions de l'Armée libanaise sur le littoral et les collines environnantes. « Des ressortissants saoudiens ont visité la région et suivent de près les activités de ces cellules à Naamé, Khaldé et Ketermaya, dans l'Iqlim el-Kharroub », concluent ces sources.

### **Al-Akhbar** (11 décembre 2013)

C'est par Paris que le président de la République, Michel Sleiman, entame une campagne internationale pour assurer une couverture à la prorogation de son mandat. Bien que les milieux du palais présidentiel démentent l'intention de Sleiman d'effectuer un voyage en France, des sources diplomatiques françaises ont confirmé que le chef de l'État est attendu dans la capitale française dans les prochains jours. Ces sources n'ont pas précisé l'ordre du jour de cette visite mais ont rappelé que le président français, François Hollande, était le premier haut dirigeant étranger à évoquer avec M. Sleiman la possibilité de proroger son mandat.

Des sources politiques du 8-Mars ont déclaré que M. Sleiman traite tous les dossiers internes sur la base suivante : « Nous restons ensemble ou nous partons ensemble ». Ce qui signifie, selon ces sources, que le président souhaite la poursuite du blocage de l'État et veut empêcher le gouvernement d'expédition des affaires courantes d'entreprendre la moindre action. Michel Sleiman, ajoutent les sources du 8-Mars, souhaite passer le marchandage suivant : il ne formera pas de gouvernement tant qu'il a encore espoir de proroger son mandat. Mais si les chances de la prorogation disparaissent, il s'emploiera, alors, à former un cabinet de fait accompli, à qui échoiront les prérogatives du chef de l'État en cas de vide.

Partant de là, M. Sleiman entrave la réunion du gouvernement d'expédition des affaires courantes, car il estime qu'une telle

réunion constitue un point à l'avantage de l'alliance 8-Mars-Courant patriotique libre. Cela, il ne le permettra pas tant que cette alliance n'aura pas levé son veto sur la prorogation de son mandat.

**Al-Akhbar** (11 décembre 2013)

Jean Aziz

La situation des chrétiens en Syrie suscite chez les autres chrétiens des sentiments allant de la colère à la terreur, en passant par la révolte, le chagrin, la détresse, la solidarité et l'angoisse. L'impuissance des parties régionales et internationales, occidentales en particulier, qui ont adopté et parrainé les takfiristes en Syrie, est inadmissible. Il ne faut pas oublier non plus la responsabilité de chacun des membres de ladite Ligue arabe mais aussi et surtout le crime commis par les responsables politiques de l'Occident, qui ont fait preuve de lâcheté et n'entendent pas les cris de leurs victimes. C'est le crime de Hollande et de Fabius, de Cameron et de Hague, d'Obama et de Kerry. Il est temps que quelqu'un leur dise : vous êtes responsables de l'enlèvement des religieuses à Maaloula, de l'égorgeement du père Fadi Haddad, de la décapitation du Père François Mourad, de la disparition du Père Paolo.

Les militants qui ont intenté une action en justice à Paris contre Fabius pour sa responsabilité dans le meurtre de Syriens sont des héros. Pourquoi l'Église ne poursuit-elle pas en justice certains de ces responsables ? Qu'elle poursuive également Bachar al-Assad et son régime et qu'une enquête internationale soit diligentée pour établir les responsabilités.

Le silence n'est plus permis. Un responsable chrétien libanais a dit, en recevant dernièrement l'ambassadeur d'une grande puissance : « Nous avons dit et répété que nous étions contre tout régime dictatorial et contre la répression des peuples et des révoltes. Mais avez-vous réfléchi à ce que vous avez fait là-bas ? En avez-vous tiré les conséquences et les leçons ?

**Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Johnny Mnayyar (12 décembre 2013)

Des informations provenant de sources diplomatiques évoquent une concertation entre Paris et l'ambassade des États-Unis dans la capitale française sur le dossier syrien. Les débats ont porté sur la



situation sur le terrain, les grandes lignes de la conférence de Genève 2, l'éventuelle infiltration de groupes terroristes Liban. À l'occasion de ces entretiens, les responsables français ont informé leurs homologues US des contacts entre plusieurs responsables de sécurité européens et les services de sécurité syriens, représentés par le général Ali Mamlouk, s'agissant de l'enquête menée auprès des extrémistes arrêtés par les autorités syriennes. La France a toutefois fait savoir à ses interlocuteurs états-uniens que ces contacts ont été gelés ces dernières semaines par la Syrie, qui a posé la condition suivante : la coopération sécuritaire ne reprendra qu'à travers les ambassades à Damas dans les différents pays, une fois rouvertes... Il semblerait que certains pays européens envisagent effectivement de rouvrir leurs chancelleries dans la capitale syrienne, en y limitant leur représentation aux fonctionnaires de deuxième catégorie et aux attachés militaires. Des sources diplomatiques ajoutent que le président François Hollande s'apprête à effectuer une visite en Arabie saoudite le 29 décembre. Le chef de l'État français, qui en a assuré la coordination avec Washington, veut que cette visite intervienne avant Genève 2, afin de débattre des dossiers qui mécontentent les Saoudiens, surtout que la France organise et parraine la délégation de l'opposition syrienne. Selon les mêmes informations, Hollande évoquera lors de ses entretiens à Riyad la situation intérieure au Liban, l'objectif étant d'assurer une couverture politique totale à l'Armée libanaise pour qu'elle vienne à bout des groupes terroristes, mais aussi d'aider à débloquer la crise politique dans le pays.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Khalil Fleihan (13 décembre 2013)

Le Liban a reçu une invitation à participer à la rencontre d'experts qui se tiendra à Genève le 20 décembre et qui sera chargée de préparer la réunion des ministres des Affaires étrangères du 22 janvier 2014 à Montreux, toujours en Suisse. Le but de tout cela étant naturellement d'instaurer un dialogue entre régime et opposition en Syrie afin de trouver une issue politique à la guerre. La réunion de Genève sera présidée par l'émissaire arabo-onusien

Lakhdar Brahimi, entouré des représentants US et russe. Y participeront les deux camps syriens, les trois autres Grands du Conseil de sécurité, les pays voisins de la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie, l'Italie, l'Allemagne, les organisations onusiennes chargées des réfugiés et du secours, etc. Jusqu'à hier soir, 32 pays ont été conviés sur les bords du lac Léman. Le Liban sera représenté par le directeur des Affaires politiques au ministère des AE.

Michel Sleiman et Nagib Mikati ont insisté pour que le Liban se retrouve à Genève en raison des répercussions particulièrement négatives de la guerre en Syrie dont il fait les frais. Beyrouth tient tout naturellement à mettre au cœur de l'ordre du jour la question des réfugiés et proposera des solutions, à commencer par la construction de camps à l'intérieur des terres syriennes, tout près de la frontière libanaise, et dont les besoins seraient pris en charge par les organismes internationaux. Autres solutions : transporter les réfugiés dans des zones syriennes loin des scènes de combat et les y installer, ou encore convaincre les pays ayant la capacité d'absorber un nombre conséquent de réfugiés de les accueillir, parce que le Liban, clairement, ne peut plus respirer. D'ailleurs, le représentant du Liban insistera sur l'urgence d'aider les autorités libanaises à soutenir ces réfugiés indépendamment des aides distribuées par les organismes internationaux.

Pressé de dire si la communauté internationale répondra positivement aux requêtes libanaises, un haut responsable bien au fait de ce dossier s'est montré relativement optimiste, mais sans réellement apporter de réponse tranchée.

En attendant, si les choses suivent leur train normal, ce sera le ministre sortant des Affaires étrangères, Adnane Mansour, qui présidera la délégation libanaise à Montreux. Il sera accompagné de l'ambassadeur du Liban près le Palais de Verre, Nawaf Salam, du conseiller du président Sleiman, Nagi Abi Assi, et de l'ambassadeur Najla Riachi.

Ce sera bien évidemment le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui présidera les assises de Montreux, qu'il entamera le 22 janvier par un déjeuner au cours duquel chaque chef de la diplomatie aura cinq minutes pour s'exprimer. Chaque délégation sera composée en principe de neuf membres, et le régime comme

l'opposition en Syrie ont jusqu'au 27 décembre pour transmettre la composition de leurs délégations respectives. Selon des sources genevoises, celle de l'opposition est loin d'être encore prête, contrairement à celle du clan Assad.

#### **L'Orient–Le Jour (13 décembre 2013)**

M. Élie Hajj, fils du général François Hajj qui avait été tué en décembre 2007 dans un attentat à la voiture piégée dans la région de Baabda, a révélé hier certains détails en rapport avec l'assassinat de son père. Il a d'abord souligné que son père a été assassiné car il était question de lui comme commandant en chef de l'armée. « Il gênait beaucoup car il n'acceptait aucune compromission », a indiqué M. Hajj qui a relevé que « le fait que l'attentat ait eu lieu dans une région militaire prouve l'existence d'une convergence d'intérêts entre diverses factions ».

Il a d'autre part invité le pouvoir judiciaire à enquêter au sujet « du barrage des Forces de sécurité intérieure qui avait été installé en face du lieu de l'attentat un mois avant (l'explosion) et qui a été levé quelques jours plus tard ». M. Hajj a toutefois précisé qu'il n'accusait nullement les FSI sur ce plan. « L'infiltration est possible », a-t-il déclaré avant de révéler que deux des membres des FSI qui étaient en poste au barrage en question ont été retrouvés tués après l'attentat.

#### **L'Orient–Le Jour (10 décembre 2013)**

Scarlett Haddad

Des milieux diplomatiques arabes se déclarent inquiets pour le Liban. Selon leur analyse de la situation, les éléments d'une nouvelle attaque israélienne contre le Hezbollah seraient en train de se mettre en place.

Prenant comme point de départ l'inquiétude israélienne à l'égard des développements en Syrie où le président Bachar el-Assad, allié du Hezbollah, est en train de remporter des victoires sur le terrain et d'assurer ainsi d'une manière ou d'une autre le maintien de son régime au pouvoir, ces milieux mettent bout à bout les points suivants : Les Israéliens savent que dans le contexte du rapprochement de l'Iran avec la communauté internationale et l'Occident en particulier, il leur est impossible de lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, car ils

n'obtiendraient pas le feu vert américain pour cela. Ils ne peuvent pas non plus lancer une attaque contre le régime syrien, puisque tous les rapports des renseignements occidentaux révèlent que la priorité actuelle en Syrie est de combattre les jihadistes takfiristes, non de renverser le régime.

Mais en même temps, les Israéliens ne peuvent pas admettre une victoire de l'axe dit de la résistance dans le conflit syrien, puisqu'une telle victoire aurait des répercussions positives sur le rôle de l'Iran dans l'échiquier régional, ainsi que sur l'avenir du régime syrien et sur le Hezbollah au Liban.

Dans cette approche, les Israéliens ne sont pas éloignés de la position de l'Arabie saoudite, dont certains dirigeants sont désormais convaincus que le maintien de Bachar el-Assad au pouvoir en Syrie constituerait une menace pour la stabilité du royaume. Cette convergence d'intérêts entre les dirigeants saoudiens et les Israéliens pourrait se traduire par une nouvelle attaque contre le Hezbollah, avec l'aval de la communauté internationale. Les milieux diplomatiques arabes rappellent qu'en visite à Riyad après la conclusion de l'accord préliminaire sur le nucléaire iranien, le secrétaire d'État américain John Kerry avait déclaré en présence de son homologue saoudien qu'il n'est pas question de laisser le Hezbollah contrôler le Liban. Cette déclaration pourrait en quelque sorte signifier que les États-Unis ne s'opposeraient pas à une attaque israélienne contre le Hezbollah au Liban. Dès lors, il s'agit de préparer le terrain à cette attaque.

Toutefois, interrogées sur un tel scénario, des sources du Hezbollah précisent qu'il est certain qu'Israël envisage en permanence de mener une attaque contre la résistance et attend la moindre occasion pour le faire. Mais même s'il se bat en Syrie, le Hezbollah n'en reste pas moins prêt à toute éventualité, surtout face à l'ennemi israélien. De plus, ce dernier n'a pas réussi à le briser pendant une guerre qui a duré 33 jours en 2006 et alors que le monde entier était à ses côtés (sauf bien sûr l'Iran et la Syrie). Aujourd'hui, non seulement le Hezbollah est plus fort, mais il fait désormais partie d'un axe régional...

**Le Figaro** (Quotidien français, 13 décembre 2013)

Georges Malbrunot

En faisant main basse sur des armes livrées par les Occidentaux aux rebelles modérés, leurs rivaux salafistes ont franchi le Rubicon. En représailles, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé de suspendre leur aide non létale à l'opposition syrienne, qui peine déjà à renverser Bachar al-Assad.

C'est un miniputsch contre l'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), auquel se sont livrés samedi des miliciens salafistes, en s'emparant du dépôt d'armes d'Atmeh, non loin de la frontière turque par où les pièces sont acheminées. Plusieurs douzaines de missiles antichar et antiaérien auraient été dérobées, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres. « Maintenant, tous nos stocks sont vides, se plaint un gradé de l'ASL, cité par le quotidien saoudien *Asharq al-Awsat*, y compris le bureau du général Idriss », le chef de l'ASL adoubé par les Occidentaux. Mardi, les radicaux islamistes ont poussé leur avantage, en prenant le contrôle du poste-frontière voisin de Bab el-Awa, tenu jusque-là par différents groupes liés à l'ASL.

Alors que la France a décidé de maintenir ses livraisons d'armes non létales à l'ASL, Américains et Britanniques cherchent, de leur côté, à « éclaircir la situation ». Leur décision est-elle définitive ou s'agit-il d'une pression exercée sur des islamistes qui refusent de participer à la Conférence internationale qui aura lieu le 22 janvier dans la ville suisse de Montreux en vue d'une transition négociée du pouvoir à Damas ? Toujours est-il que ces nouveaux développements illustrent une fois de plus la montée en puissance des composantes salafistes et jihadistes au sein de la rébellion, et les défis que cela pose aux Occidentaux dans la gestion de la crise. « Un mythe est tombé, constate un diplomate onusien au Proche-Orient. Au moins, maintenant, on sait que l'ASL n'était qu'un label, et qu'elle n'existe plus. » Problème : c'est le vecteur d'influence des Occidentaux sur le terrain. Conscients de ces lacunes, Européens et Américains avaient bien pris langue avec une demi-douzaine de bataillons salafistes, qui se sont regroupés fin novembre dans un Front islamique, après avoir rompu avec l'ASL. Mais depuis, les tensions sont encore montées d'un cran entre les deux pôles de l'insurrection, faisant le jeu d'un régime qui progresse sur le terrain, et de groupes jihadistes, notamment du principal d'entre eux, l'État islamique au Levant et en Irak, qui

détient de nombreux otages.

Ce « coup » porté à l'ASL renforce également ceux qui s'opposent aux livraisons d'armes aux rebelles syriens, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe. Ils ne cessent de mettre en garde contre les risques de voir ces armes finir entre les mains des djihadistes, qui combattent également pour établir un califat sur la Syrie post-Assad. La menace salafiste est si forte que de plus en plus de voix aux États-Unis et en Europe plaident pour une reprise de la coopération sécuritaire avec le régime Assad, maillon indispensable pour juguler l'afflux de près de 2 000 jeunes Européens et Américains attirés par le djihad syrien. « Certains rebelles laïques sont même repassés du côté de l'armée », reconnaissait récemment un diplomate français.

L'épisode d'Atmeh met également en relief le double jeu pratiqué par certaines monarchies du Golfe, certes alliées des Occidentaux contre Assad, mais qui sur le terrain sponsorisent des groupes salafistes, comme l'Armée de l'islam et Ahrar al-Cham, membres du nouveau Front islamique. « Zahran Alloush (le chef de l'Armée de l'islam) et Abou Tal'ha (d'Ahrar al-Cham) occupent maintenant le fauteuil du général Idriss », grogne l'officier de l'ASL, cité par le journal saoudien. D'où les rumeurs de fuite vers le Golfe du général Idriss, démenties jeudi par l'ASL.

Après les Allemands, les Espagnols et les Italiens, deux agents des services de renseignements français sont allés à Damas discuter avec leurs homologues syriens du problème posé par la présence de plus de 400 jihadistes français. Paris s'opposait, jusqu'alors, à toute reprise d'une coopération sécuritaire avec Damas. Mais la DGSE et la DCRI sont inquiètes du nombre croissant de Français engagés dans le jihad syrien. « D'accord, a répondu leur interlocuteur, mais à la condition que vous rouvriez votre ambassade », fermée en février 2012. Condition jugée inacceptable par la France. « Pas de coopération politique, pas de coopération sécuritaire », avait déjà affirmé Bachar el-Assad au *Figaro* en septembre.

*Pierre Khalaf*

